

Agence de l'eau Seine-Normandie

Type : Agence de l'eau

Principaux éléments chiffrés

Potentiel Oudin : 7 M€ / an sur le 9ème programme (2007-2012)

Montants alloués dans le cadre du dispositif de solidarité internationale :

| | 2007 | 2008 | 2009 |
|---|-------------|-------------|-------------|
| Appui aux projets de coopération des acteurs français | 1 330 000 € | 1 165 000 € | 2 085 000 € |
| Valorisation ressources humaines ¹ | 120 000 € | 120 000 € | 120 000 € |

Moyenne annuelle d'engagement (sur 2007-2009): 1 650 000 € (loi Oudin à 0,25%)

Orientations générales

L'Agence de l'Eau Seine Normandie, en cohérence avec sa fonction première de préservation de la ressource en eau, et dans le cadre de la loi Oudin-Santini de 2005, appuie des projets de coopération décentralisée et de solidarité internationale visant un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays en développement. Elle y consacre des ressources financières, techniques et humaines, avec trois grands objectifs en vue :

- contribuer à l'atteinte de l'Objectif du Millénaire pour le Développement N°7,
- favoriser l'émergence de services publics locaux d'eau et d'assainissement,
- diffuser une culture publique de la gestion intégrée de la ressource en eau (GIRE).

Zones géographiques cibles : pays bénéficiaires de l'aide publique au développement (APD) et dont la liste est établie par le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE.

Modalités d'intervention

Organisation du service :

L'action internationale de l'AESN est pilotée, au sein de la Direction du développement durable, par 2 chargées de mission à temps plein, et la directrice du service.

L'Agence de l'eau Seine-Normandie intervient à l'international sur trois champs d'action différents : l'aide humanitaire, les jumelages et l'appui institutionnel.

L'appui institutionnel

L'Agence apporte son expérience à des pays qui souhaitent réorganiser leur gestion de l'eau.

Jumelages institutionnels

Des partenariats sont développés avec des organismes de gestion de l'eau dans différents pays, européens ou non. L'AESN est ainsi jumelée avec l'Agence du bassin d'Alger-Hodna-Soummam en Algérie, l'Agence du bassin du Sebou au Maroc, ou encore la Direction Régionale de l'eau de Mexico. Les principaux thèmes de partage d'expérience sont la gestion concertée par bassin, l'expertise technique, et l'analyse technique et la programmation.

Appui aux acteurs de coopération

¹ Détail du calcul d'estimation des ressources humaines mobilisées: 2 Equivalents Temps Plein (suivi, animation, expertise)

L'AESN accorde aussi des aides aux associations et aux collectivités locales menant des projets de coopération dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Elle a pour cela établi un certain nombre de critères d'éligibilité lui permettant de s'assurer :

- de la cohérence du projet dans le cycle de l'eau, incluant la préservation de la ressource
- de la pérennité des ouvrages et des services par la mise en place de cadres institutionnels compétents et de politiques publiques locales partagées,
- d'une participation des autorités locales et des usagers

Qui ? Jusqu'à aujourd'hui, l'AESN soutenait principalement les projets menés par des ONG de développement. Mais elle souhaite de plus en plus donner la priorité aux projets menés par, ou en partenariat avec, une collectivité territoriale de son bassin.

Les porteurs de projets doivent être associés à un partenaire local compétent et engagé dans le choix et la réalisation du projet. Les autorités locales compétentes sur la thématique eau et assainissement doivent être parties prenantes du projet.

Quoi ? Seuls les projets concernant l'accès à l'eau et à l'assainissement sont éligibles.

Tout projet d'adduction d'eau doit être adossé à un projet d'assainissement.

Le projet doit comprendre une part d'investissement, et des mesures d'accompagnement social adaptées et justifiées.

Comment ? Le projet doit s'insérer dans un programme global de gestion équilibrée de la ressource en eau prenant en compte la protection des nappes et des rivières, l'assainissement, la gestion des inondations ou des pénuries d'eau, la satisfaction des différents besoins en eau.

L'AESN privilégie les projets ayant recours à une expertise locale ou renforçant l'émergence de cette expertise.

Combien ? Le cofinancement de l'AESN peut être de 20 à 80% du montant du projet selon les financements apportés par les partenaires.

La participation du bénéficiaire doit être d'au moins 5% en capital ou en homme-jour comptabilisé.

Critères de pérennité : Afin d'assurer la pérennité du projet sur les dix premières années, l'AESN demande :

- qu'un mécanisme de contrôle et de suivi des travaux soit mis en place, par le recours à un organisme externe compétent ;
- que les actions soient accompagnées de mesures sociales telles que l'information, la formation, la participation des usagers, des élus et des acteurs locaux,...
- que les frais de fonctionnement et d'amortissement soient pris en compte par une organisation appropriée.

L'AESN exige aussi du porteur de projet qu'il fasse réaliser une évaluation externe du projet dans l'année qui suit la fin du projet, et qu'il programme au moins deux communications publiques sur le Bassin et sur son site internet, concernant le projet soutenu par l'agence.

Par ailleurs, dans le cadre de l'OMD 8 du partenariat mondial pour le développement, l'agence de l'eau Seine Normandie organise une diffusion des informations capitalisées à partir des projets soutenus et demandera aux structures soutenues, une action de sensibilisation, en France.

Type d'intervention : Type 1b > Soutien financier à des projets du secteur Eau et Assainissement

Analyse des actions soutenues sur 2007-2009

Nombre de projets financés : 55

Montant total : 4 581 916 €

Type d'organismes soutenus : la plupart des organismes soutenus sont des associations.

On compte 9 projets de coopération décentralisée soutenus au total du 2007-2009: Echanges avec Dogondoutchi Niger (3); Commune de Bretteville sur Odon ; CG du Val de Marne ; AIMF (2); Commune de Conflans Sainte Honorine ; CA d'Evry Centre Essonne ;

Moyenne des subventions :

Mini = 11 000 €

Maxi = 611 350 €

Moyenne = 80 000 €

Principaux pays bénéficiaires : Madagascar (8 projets), Burkina (8 projets)

Type d'actions soutenues: En 2008, l'AESN a financé aussi bien de la réalisation d'équipements, des actions d'IEC et des activités d'appui institutionnel, que des études de faisabilité, et des actions de communication ou de mise en réseau.

Perspectives d'évolution

L'AESN affiche sa volonté de soutenir davantage les collectivités locales du bassin dans leurs projets de coopération décentralisée.

Prévisionnel 2011 : 3 millions d'euros

A retenir

**Financement d'actions de solidarité portées par des
ONGs françaises**

2 M€ d'aides apportées en 2009